



ONTARIO NONPROFIT NETWORK

# L'ESPOIR, MALGRÉ TOUT : LE SECTEUR DES OSBL EN QUÊTE DE STABILITÉ



---

# Table des matières

Introduction	3
Données désagrégées : vision et valeur	4
Aperçu des thèmes principaux	7
Augmentation des besoins dans les communautés	12
Stagnation et baisse des revenus, épuisement des réserves	16
Espoir, dévouement et communauté, malgré tout	21
Agir avant qu'il ne soit trop tard	22
Recommandations pour le gouvernement	25
Appels à l'action pour le secteur	26
Appels à l'action pour le public	28
Remerciements	29

# Introduction

*L'enquête État du secteur* 2024 est la quatrième dans cette série annuelle bilingue réalisée par le Ontario Nonprofit Network (ONN). Elle vise à cerner l'état d'esprit actuel des organismes sans but lucratif (OSBL) en Ontario.

Depuis 2020, l'objectif premier de l'enquête demeure le même, soit de dresser et de publiciser un instantané de l'état du secteur, en plus d'offrir aux membres du secteur, ainsi qu'à des partenaires clés, l'accès à des données cohérentes et de qualité. Ainsi, chaque année, les données de l'enquête contribuent à créer un environnement de politiques publiques favorables aux OSBL et les aident à influencer le gouvernement, les bailleurs de fonds et le public.

De plus, chaque année, les données racontent une histoire sur le secteur. Cette année, son espoir et sa détermination représentent des thèmes récurrents. Sa résilience et son ingéniosité marquent également ce portrait, tout comme son dévouement constant pour ses communautés dans un contexte de besoins grandissants et changeants. Malheureusement, les données de 2024 mettent également en évidence le sous-financement et la négligence persistants du secteur des OSBL en Ontario.



Ce rapport d'analyse met l'accent sur les grandes tendances dégagées par les données collectées au cours des cinq dernières années, tous sous-secteurs et régions confondus. Il propose aussi des recommandations au gouvernement de l'Ontario, en plus d'appels à l'action adressés au secteur des OSBL et au grand public. Le [rapport technique](#) décrit la méthodologie de l'enquête et contient une grande quantité de données détaillées et désagrégées sur les organismes ayant participé à l'enquête, leurs principaux champs d'activités, leur situation financière, leurs effectifs et bénévoles, et beaucoup plus.

# Données désagrégées : vision et valeur

Au cours des dernières années, ONN a multiplié les façons de désagréger les données de l'enquête sur l'état du secteur. Les données désagrégées, sous toutes formes, sont d'une importance cruciale pour les OSBL qui travaillent auprès des communautés. Elles illustrent les différents effets des réalités économiques, politiques et sociales dans la province sur le secteur dans toute son ampleur et sa profondeur, particulièrement sur les organismes dont la voix est rarement entendue dans le processus d'élaboration des politiques. Les données désagrégées permettent de prendre des décisions de politiques éclairées qui répondent le mieux aux besoins des communautés.

Des ensembles de données ([fiche de données](#) et [tableaux](#)) désagrégés par les catégories susmentionnées peuvent être consultés et utilisés par le public. Les ensembles peuvent être désagrégés par les catégories énumérées ci-dessus.

Au cours des prochaines années, et avec l'aide du secteur, nous souhaitons désagréger davantage les données pour tenir compte des catégories suivantes :

- Organismes dirigés par et au service des femmes, ou centrés sur les intérêts des femmes;
- Organismes dirigés par ou au service des personnes en situation de handicap, ou centrés sur les intérêts des personnes en situation de handicap;
- Organismes dirigés par ou au service des Francophones, ou centrés sur les intérêts des Francophones.



## ÉVOLUTION DE LA DÉSAGRÉGATION DES DONNÉES

TYPE	NOMBRE D'ANNÉES DE DONNÉES	REMARQUE
Région	5	La désagrégation régionale a évolué au fil des ans. En 2024, nous avons commencé à définir plus de <b>centres urbains et ruraux</b> à l'extérieur de la région du Grand Toronto.
Sous-secteur	5	Suivant la Classification internationale des OSBL, les sous-secteurs comprennent la gamme complète d'organismes communautaires sans but lucratif, des arts et de la culture aux sports et loisirs, en passant par les services sociaux et le logement.
Langue des activités	5	Cette année, en plus d'indiquer si leur principale langue des activités est le français ou l'anglais, ou les deux (bilingue), les organismes pouvaient indiquer « autre ».
Organismes en milieu rural	3	Les communautés rurales ou de petite taille sont définies comme ayant une population de moins de 20 000 personnes.

## ÉVOLUTION DE LA DÉSAGRÉGATION DES DONNÉES

TYPE	NOMBRE D'ANNÉES DE DONNÉES	REMARQUE
Dirigés par, au service ou centrés sur les intérêts des personnes noires (organismes B3)	3	Suivant les définitions proposées par le <a href="#">CEE Centre for Young Black Professionals</a> .
Dirigés ou guidés par des Autochtones, au bénéfice des Autochtones, ou de partenariat autochtone (organismes I4)	3	Suivant les définitions proposées par <a href="#">The Circle on Philanthropy and Aboriginal Peoples in Canada, I4 Definitional Matrix</a> .
Dirigés par, au service ou centrés sur les intérêts des membres de la communauté 2ELGBTQIA+	2	Suivant les définitions proposées par le <a href="#">Réseau Enchanté</a> .

---

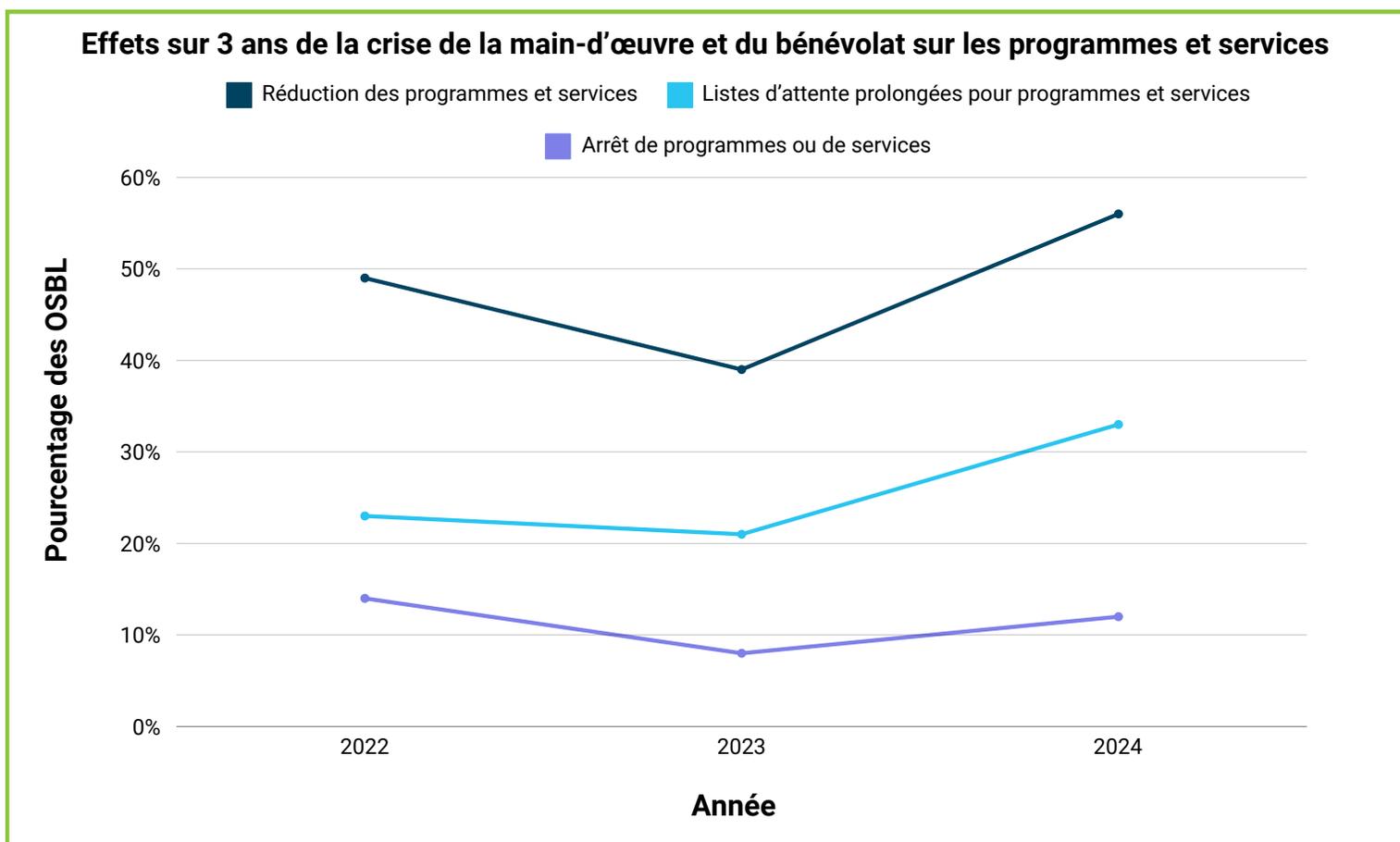
# Aperçu des thèmes principaux

## Le secteur des OSBL compose avec des ressources financières stagnantes ou en baisse pour affronter une demande à la hausse

Les cinq dernières années ont été marquées par une grande instabilité pour les OSBL. Or, les grands enjeux les concernant n'ont pas changé : l'utilisation accrue des fonds de réserve, l'instabilité des ressources financières, la stagnation ou la baisse des investissements gouvernementaux dans le secteur, et l'absence prolongée des bénévoles. De plus, le recrutement et la rétention d'une main-d'œuvre qualifiée se compliquent. Par conséquent, plus d'organismes signalent des listes d'attentes prolongées et réduisent leurs services. D'une région à une autre, d'un sous-secteur à un autre, leurs histoires se ressemblent. Leurs défis sont complexes, puisque la capacité du secteur à servir les communautés est liée à la santé de ses ressources financières et humaines. Si l'une ou l'autre se porte mal, les programmes et services s'en trouvent affectés.

En [2020](#) et en [2021](#), les données compilées par ONN faisaient état d'une affluence d'investissements dans le secteur, provenant de gouvernements et d'autres sources de financement et de revenus. Toutefois, ces investissements n'ont pas été maintenus, et les conséquences sont clairement visibles dans nos communautés. Les programmes et services fournis par les OSBL dans les communautés, sous forme de programmes de sport ou d'art, de services de garde ou de banques alimentaires, sont indispensables pour la population ontarienne, non seulement en temps de crise, mais au quotidien. Un secteur bien soutenu se traduit par une pression moindre sur les systèmes tertiaires, des programmes et services accessibles et de qualité, une meilleure cohésion sociale et, en fin de compte, des citoyens et citoyennes bien épaulés.

L'an dernier, ONN a lancé un avertissement : si les responsables politiques continuent à ignorer les drapeaux rouges levés par le secteur, la réduction de services, les listes d'attente et les fermetures de programmes et de services atteindront des niveaux dévastateurs et auront des effets négatifs sur les Ontariens et Ontariennes, à moyen et à long terme. Encore cette année, les chiffres pertinents ont connu une forte augmentation : 17 pour cent chez les OSBL rapportant une réduction de leurs programmes (un peu plus de la moitié des répondants), 12 pour cent chez les OSBL rapportant un prolongement des listes d'attente (un tiers des répondants), et 4 pour cent chez les OSBL rapportant des fermetures de programmes (12 pour cent de tous les organismes répondants). Nous poursuivons sur la mauvaise trajectoire.



---

## Les OSBL continuent à maximiser leurs ressources déclinantes

Le portrait qui se dégage cette année souligne la volonté des OSBL de soutenir leurs communautés, de créer des liens dans la société et de répondre à une demande croissante avec leurs programmes et services. Contre vent et marée, ils maintiennent leur détermination et leur espoir qu'arrivera le moment où ils disposeront des ressources appropriées pour réaliser leur mission. Cette dualité de l'espoir et du désespoir se montre dans le fait que 45 pour cent des organismes répondants se disent surchargés, tandis que 41 pour cent affirment être optimistes à ce point-ci.

Les OSBL travaillent véritablement sur la « ligne de front », où ils répondent à de nouveaux besoins grâce à des investissements effectués il y a des dizaines d'années. Ils confrontent déjà les grands bouleversements que les gouvernements tentent encore de cerner et de solutionner. Depuis deux ans, dans les communautés, le secteur témoigne des répercussions concrètes du chevauchement de grandes tendances économiques, politiques et sociales, et y réagit avec créativité, en s'adaptant rapidement et en demeurant déterminé à servir les communautés. Placés devant d'immenses défis, notamment les inégalités grandissantes, les logements inabordables, les dangers liés aux bouleversements climatiques, les changements populationnels et démographiques importants, la migration vers les centres urbains et ruraux à l'extérieur de la région du Grand Toronto, la polarisation alimentée par la méfiance, la faiblesse des tissus sociaux et les différends à l'échelle mondiale, les OSBL s'accrochent au lieu d'abandonner. Or, leur courage ne peut remplacer l'argent et finira par s'épuiser. À elles seules, l'énergie et la résilience ne peuvent garantir la survie du secteur.

Les appels du secteur pour faire partie intégrante des politiques publiques économiques, et par le fait même, des solutions qui s'inscrivent dans l'intérêt du public, sont rarement entendus. En lieu et place, on observe une privatisation accrue des services financés par le public et fournis par le secteur public ou des OSBL.

Et ce, malgré la preuve irréfutable que les services de soins à but lucratif sont plus chers et moins efficaces, et que les organisations à but lucratif se désistent lorsque les circonstances se complexifient. Dans un tel contexte, il devient difficile, voire impossible, pour les OSBL d'élaborer des stratégies, d'innover et de planifier efficacement.

## Manque de leadership provincial

En outre, les données colligées par ONN montrent clairement un manque de leadership au sein du gouvernement provincial quant à la valorisation et à la mise en valeur de l'infrastructure sociale. Le gouvernement provincial ne comprend aucun ministère ni ministre responsable du bien-être du secteur des OSBL dans son ensemble, ou affairé à veiller aux intérêts du secteur ou à encourager des investissements à son égard pour permettre aux OSBL de déployer leur plein potentiel. Le financement et la responsabilité pour le secteur sont plutôt répartis sur différents ministères, créant des inefficiences, de la lourdeur administrative et des occasions manquées pour trouver des solutions à des problèmes collectifs.



Selon l'enquête, 24 ministères et secrétariats provinciaux versent des fonds aux OSBL pour la prestation de programmes et des services dans les communautés. Au total, 52 pour cent des répondants ont reçu des fonds d'au moins une de ces sources. Parmi les organismes dont le budget est inférieur à 500 000 \$, ils sont 94 pour cent; parmi les organismes francophones, 75 pour cent, parmi les organismes I4, 71 pour cent, et parmi les organismes du nord de l'Ontario, 63 pour cent.



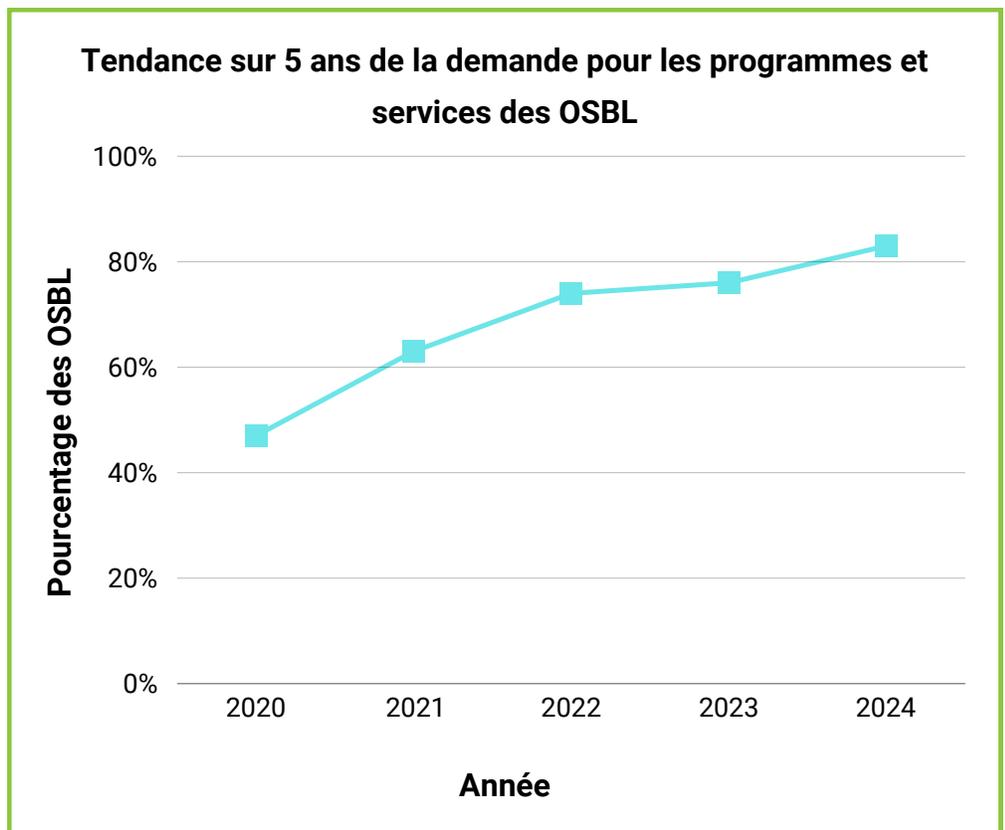
Chaque palier de gouvernement a un rôle à jouer dans la création d'un environnement fiscal favorable permettant aux OSBL de prospérer. Néanmoins, considérant qu'en plus d'être le principal bailleur de fonds des programmes et soutiens communautaires, le gouvernement provincial est aussi le principal législateur et régulateur, il porte la plus grande responsabilité. Les gouvernements municipaux savent et comprennent ce qui se passe dans les communautés, sans pour autant avoir ni les revenus fiscaux ni le mandat pour financer ou gérer la prestation de services locaux. Qui plus est, la mainmise du gouvernement provincial sur les finances et les activités des municipalités signifie que lui incombe, dans une grande mesure, la responsabilité du bien-être général des communautés. Pour sa part, le gouvernement fédéral verse directement des fonds pour la prestation de programmes et de services dans des domaines relevant de ses champs de compétences. Cela est notamment le cas des services de réinstallation pour les populations immigrantes et réfugiée, ou des transferts dans les portefeuilles importants comme la santé, où les provinces s'occupent de gérer et d'utiliser ces fonds. Certaines données provenant du secteur indiquent que le gouvernement fédéral n'a pas assumé son rôle de maintenir les services locaux sous sa responsabilité.

L'état actuel du secteur s'explique en partie par le manque de leadership et de responsabilité. Parmi tous les organismes répondants, 81 pour cent affirment que leur financement provincial est resté inchangé ou a diminué au cours de la dernière année.

Seulement 19 pour cent rapportent une augmentation. Bon nombre d'OSBL n'ont pas vu leur financement de base augmenter depuis des décennies, tandis que d'autres sources de financement n'ont pas évolué au même rythme que le coût réel lié à la prestation des programmes. À l'occasion, un service particulièrement mal en point reçoit un influx de fonds pour éloigner les problèmes pendant un certain temps. Or, pour que notre infrastructure sociale, y compris les systèmes tertiaires, puisse répondre à la multiplication des besoins, l'ensemble du système doit bénéficier d'investissements adéquats.

# Augmentation des besoins dans les communautés

Chaque année depuis cinq ans, les organismes sont plus nombreux à déclarer une hausse de la demande pour leurs programmes et services, sans que leurs capacités augmentent au même rythme. Cette année, la proportion des OSBL ayant enregistré une croissance de la demande pour leurs programmes et services atteint un taux inquiétant de 83 pour cent, soit 7 points de pourcentage de plus qu'en 2023.



---

La demande pour les programmes et services augmente pour l'ensemble des soutiens communautaires et témoigne de la complexité des problématiques sociales présentes dans les communautés. Chaque année, le nombre d'organismes dans les domaines des arts et de la culture, du sport et des loisirs, et, sans surprise, des services sociaux rapportant une hausse de la demande augmente. Cette année, ils sont 68 pour cent des organismes d'arts et de culture, 83 pour cent en sport et loisirs, et 93 pour cent en services sociaux. La plus forte augmentation depuis 2023 concerne les organismes de développement communautaire et de logement qui ont enregistré une hausse de 33 pour cent pour atteindre 93 pour cent des organismes rapportant une augmentation de la demande pour leurs services. Les données attestent de l'importance capitale des services d'arts, de sport et de loisirs, de logement et sociaux dans les communautés. Les organismes d'arts et de sport étaient les plus durement touchés pendant la pandémie, et la demande les concernant revient lentement aux niveaux prépandémiques. Pour leur part, les services sociaux, de développement communautaire et de logement viennent en aide à la population durant la crise d'abordabilité.

Les programmes et services culturellement adaptés, dirigés et fournis par les communautés mêmes, continuent de jouer un rôle central pour la population ontarienne. Cette année a vu une augmentation de 17 pour cent du nombre d'organismes B3 qui rapportent une hausse de la demande pour leurs services (97 pour cent).

Les organismes I4 déclarent même une hausse remarquable de 27 pour cent (95 pour cent). Chez les organismes 2ELGBTQIA+, l'augmentation est de 5 pour cent depuis l'an dernier, pour passer de 85 à 90 pour cent des organismes ayant enregistré une hausse de la demande pour leurs services.

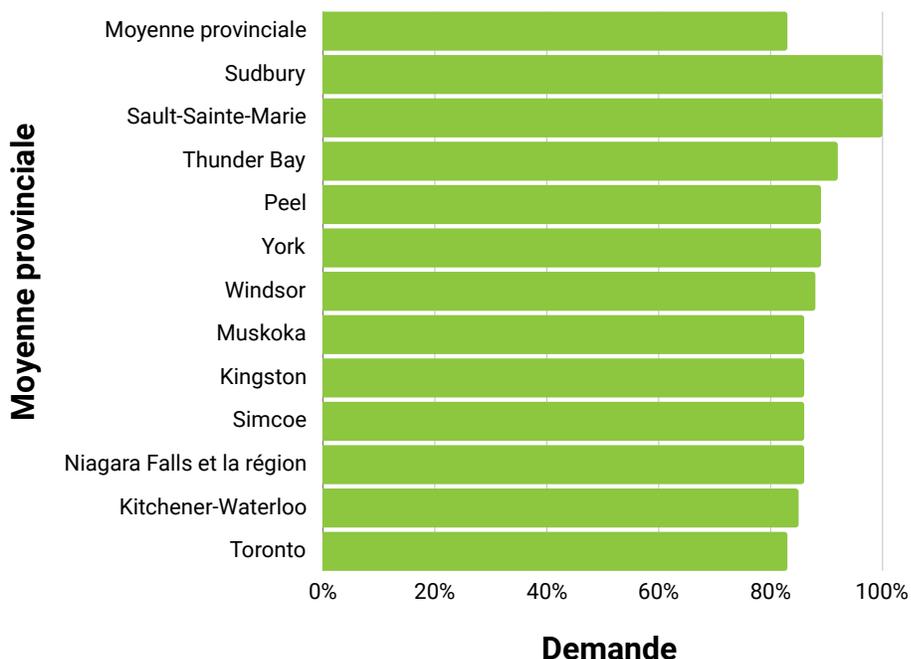
Dans le nord de l'Ontario, malgré une population moins nombreuse et, par conséquent, des coûts inférieurs liés à l'infrastructure sociale, les besoins sont plus grands que dans le reste de la province. Au cours des cinq dernières années, cette région a connu l'une des plus fortes augmentations de la demande pour des services d'une année à l'autre. Cette année, elle a enregistré une hausse de 16 pour cent pour atteindre 85 pour cent de tous les organismes.

Dans la région du Grand Toronto (GTA), la croissance exponentielle de la population exerce une pression constante sur les OSBL. La région de Peel enregistre une croissance de la population parmi les plus rapides, tout comme le plus grand nombre d'OSBL qui rapportent une augmentation de la demande pour leurs services, d'une année à l'autre.

## NOUVELLES DONNÉES:

Les villes à l'extérieur de la GTA (Peel, York, Toronto, Durham) connaissent une demande de services similaire à celle dans la GTA sans nécessairement avoir une infrastructure sociale équivalente pour répondre à cet afflux qui accompagne l'arrivée de plus en plus de personnes dans leurs communautés.

### Demande pour les programmes et services des OSBL dans les villes, supérieure à la moyenne provinciale, 2024



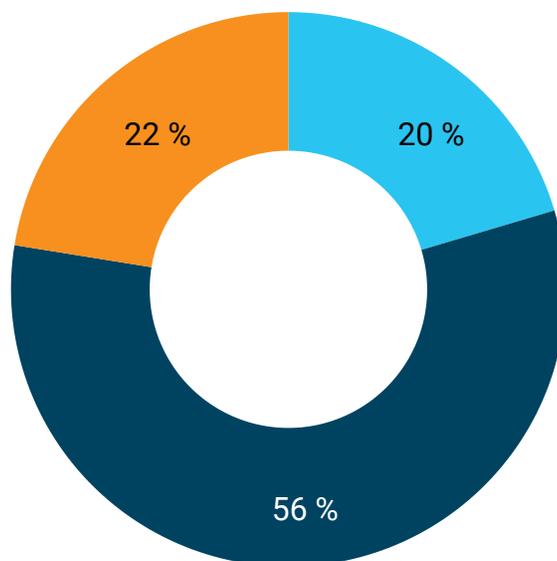
## PLACE AUX DONNÉES :

Dans quelle mesure les OSBL parviennent-ils à répondre à l'augmentation de la demande dans leurs communautés? Les chiffres demeurent stables depuis l'an dernier, malgré un nombre croissant d'organismes qui rapportent une hausse de la demande pour leurs services :

- 20 pour cent disent parvenir à répondre à la demande
- 56 pour cent disent parvenir « plus ou moins » à répondre à la demande
- 22 pour cent disent ne pas parvenir à répondre à la demande.

### Pourcentages des OSBL

- Parvient à répondre à la demande
- Parvient plus ou moins à répondre à la demande
- Ne parvient pas à répondre à la demande

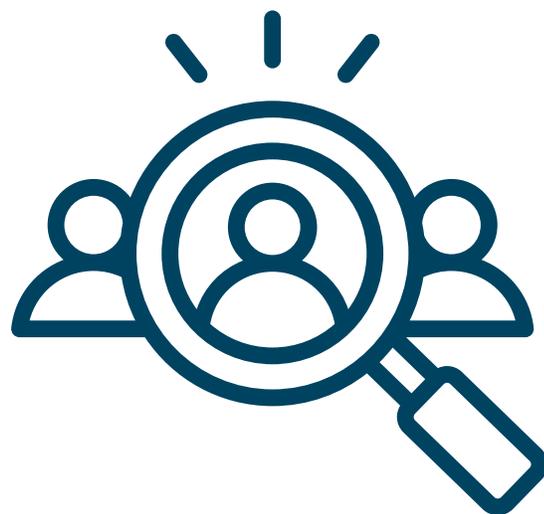


Un obstacle majeur avec lequel les OSBL doivent composer pour répondre à la demande est la crise persistante liée à la main-d'œuvre et aux bénévoles. Depuis trois ans, le nombre d'organismes rapportant des difficultés de recrutement et de rétention de personnel est demeuré inchangé à un peu moins de deux tiers. Cependant, depuis l'an dernier, les organismes sont plus nombreux à rapporter une pénurie de compétences. Un peu moins de la moitié des organismes du secteur continuent à rapporter des défis liés au recrutement et à la rétention de bénévoles.

## PLACE AUX DONNÉES :

Les trois plus importants facteurs expliquant les difficultés de recrutement et de rétention sont restés inchangés, mais le nombre d'organismes les rapportant évolue :

- Écart de rémunération avec emplois équivalents/semblables : hausse de 19 pour cent, atteint 66 pour cent
- Rémunération globale non concurrentielle : hausse de 7 pour cent, atteint 56 pour cent
- Épuisement et stress du personnel : hausse de 5 pour cent, atteint 56 pour cent.



# Stagnation et baisse des revenus, épuisement des réserves

Cinq ans de données ne laissent aucun doute : la capacité financière des OSBL s'amenuise. De plus en plus d'organismes doivent composer avec des revenus stagnants ou déclinants qui prennent du retard par rapport à l'augmentation des dépenses, bien que le pic de l'inflation soit passé.

De 2020 à 2023, le nombre d'organismes rapportant des revenus stagnants ou en baisse a connu un recul constant. Les diminutions les plus importantes ont été enregistrées de 2021 à 2022 et de 2022 à 2023.

---

Cette année, ce nombre a connu une hausse de 4 pour cent pour atteindre 54 pour cent, tandis que 84 pour cent des organismes rapportent une augmentation de leurs dépenses. Le fait que 46 pour cent des organismes aient réussi à augmenter leurs revenus témoigne de l'ingéniosité du secteur et de ses efforts de plaidoyer coordonnés et collectifs. La stagnation et la diminution des sources de revenus des organismes, en particulier les fonds provenant du gouvernement et des entreprises, signifient que la capacité financière du secteur s'affaiblit (Figure 1.0).

Pour la première fois en quatre ans, les organismes dans les sous-secteurs des arts, de la culture, du patrimoine, du sport et des loisirs, du droit, de la défense d'intérêts, des politiques, de l'éducation, de la recherche et de l'environnement rapportent que leurs revenus n'ont pas augmenté. Dans le sous-secteur de l'environnement, ils étaient 18 pour cent de moins à indiquer une croissance des revenus que l'an dernier, un sommet. Souvent, ces sous-secteurs reçoivent moins de financement du gouvernement et dépendent principalement d'une combinaison de dons des particuliers, de revenus gagnés, d'événements spéciaux, de subventions provenant de fondations et de dons d'entreprises. Cependant, toutes ces sources ne permettent pas de combler les écarts financiers, comme ce fut le cas dans le passé. Un constat peu surprenant : à plus de 60 pour cent, les sous-secteurs des arts et de la culture, et de l'environnement comptent le plus d'organismes rapportant une stagnation ou un déclin de leurs revenus cette année.

La baisse des revenus est omniprésente, et aucune région n'est épargnée. Durham, Windsor, Timmins, Sudbury et Sault-Sainte-Marie, dans toutes ces villes, la proportion d'organismes déclarant des revenus stagnants ou en baisse se situaient au-dessus de 60 pour cent (Figure 2.0).

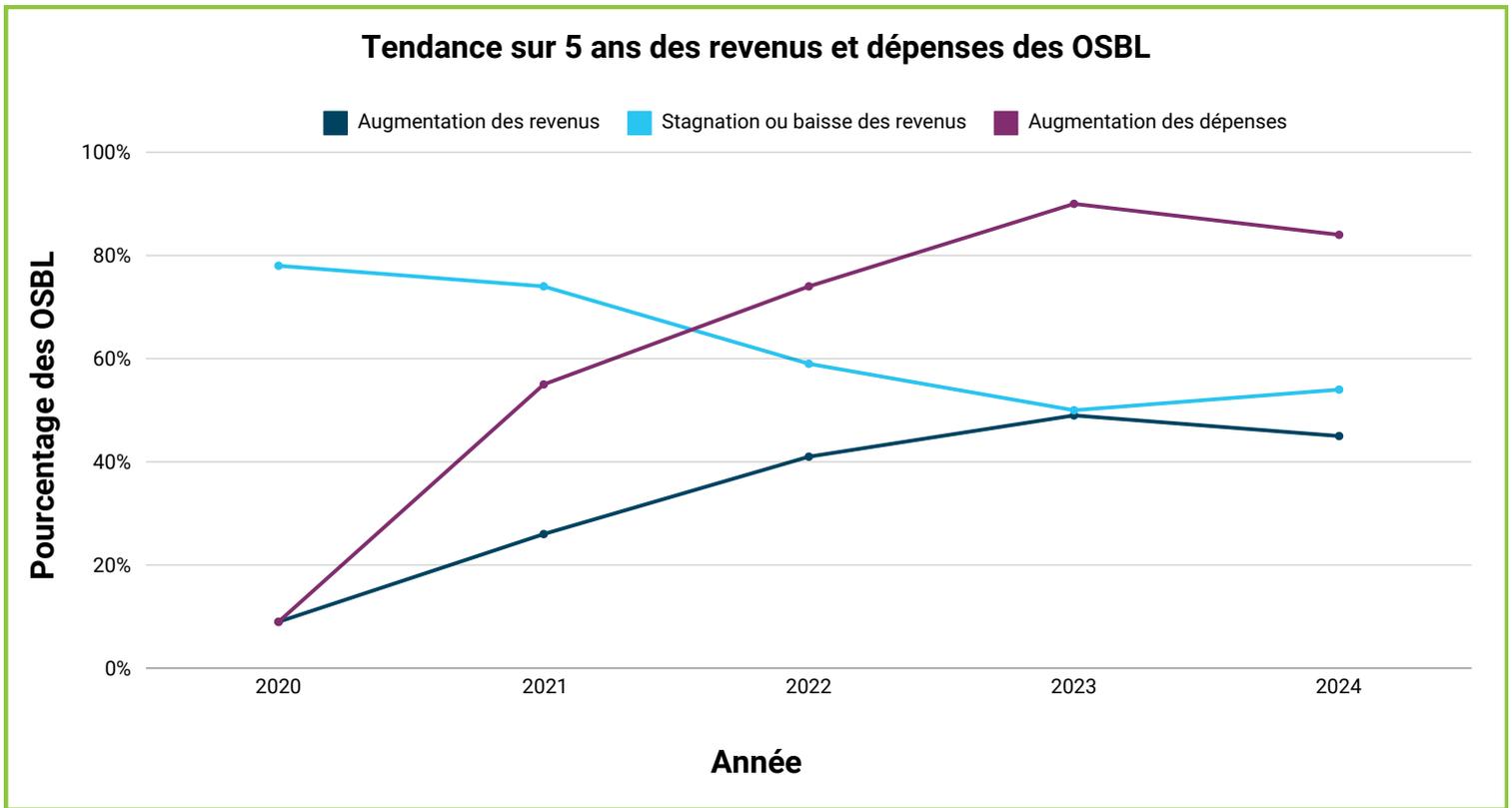


Figure 1.0

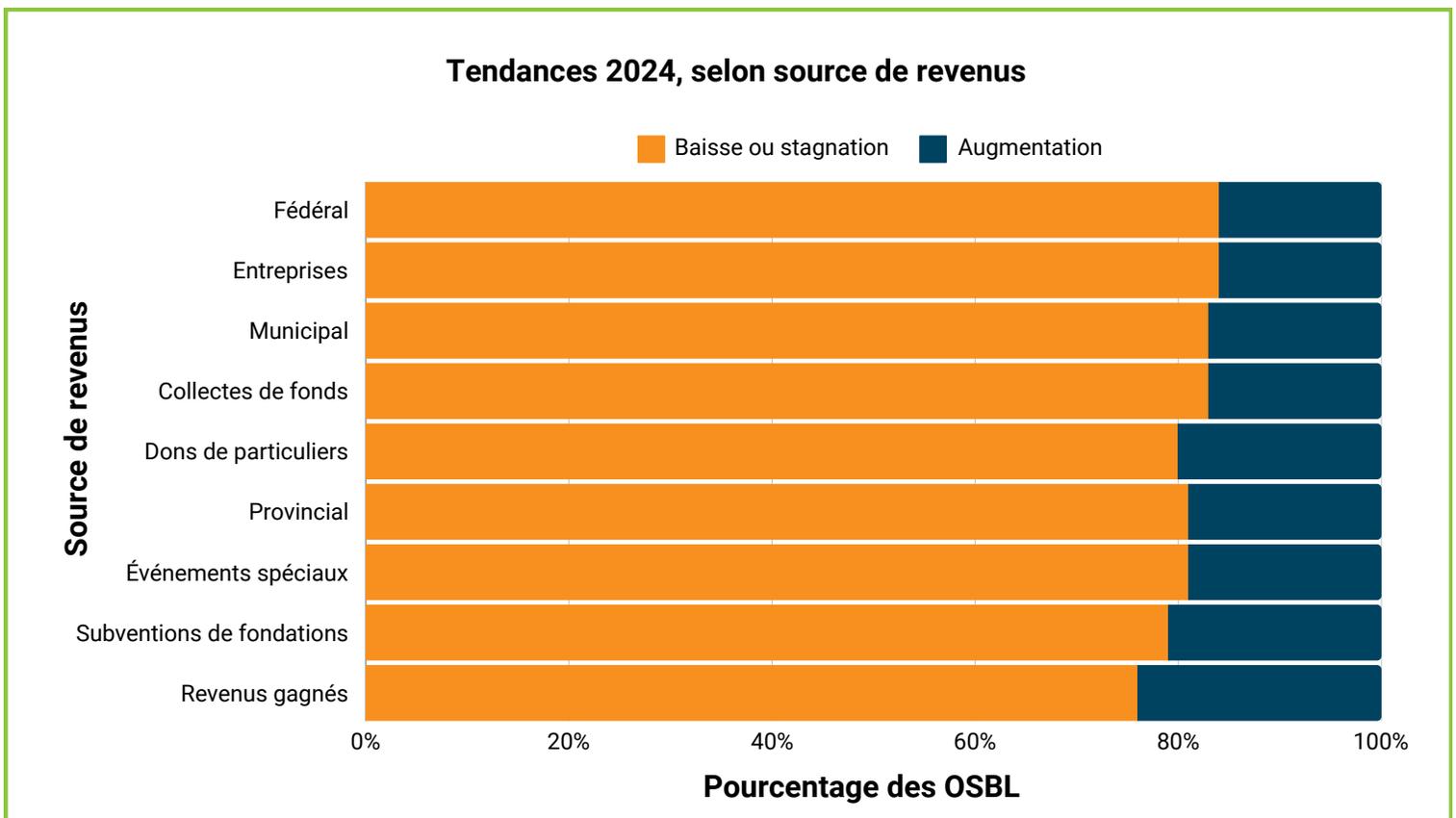


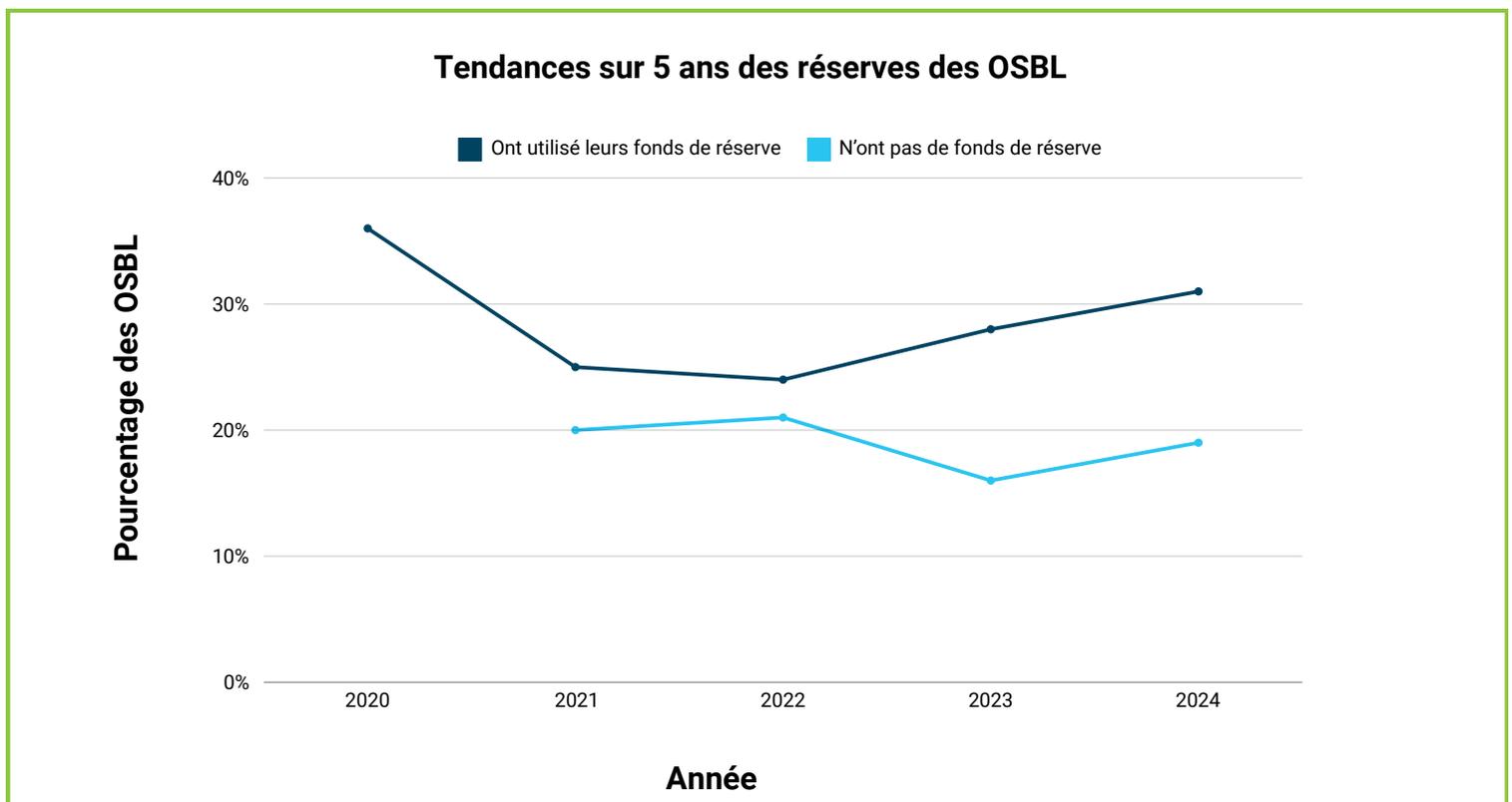
Figure 2.0

## NOUVELLES DONNÉES EN 2024 :

Catégories de dépenses à la hausse le plus souvent rapportées par les OSBL :

- Salaires et avantages sociaux (76 pour cent)
- Frais administratifs généraux (70 pour cent)
- Programmes, services et activités (70 pour cent).

Si possible, les OSBL maintiennent des fonds de réserve pour l'éventualité où leurs dépenses dépassent momentanément leurs revenus. De plus, ces fonds leur offrent la flexibilité de couvrir des dépenses non anticipées à l'occasion. Cependant, le recours fréquent aux fonds de réserve est un signe de difficultés financières. En 2020, 36 pour cent des organismes disaient utiliser leurs fonds de réserve. Ce pourcentage a diminué en 2021 et 2022, mais a commencé à remonter en 2023. En 2024, il atteint 31 pour cent, soit presque le niveau prépandémique.



---

Fait à noter, depuis trois ans, le sous-secteur des arts, de la culture, du patrimoine et du tourisme, ainsi que celui de la santé comptent plus d'organismes qui rapportent utiliser leurs fonds de réserve, ou ne pas en avoir. Fait positif, après avoir régulièrement déclaré utiliser leurs fonds de réserve ces dernières années, cette année, les organismes en sport et loisirs sont pour la première fois moins nombreux à y avoir recours.

Parfois, l'utilisation des fonds de réserve fluctue énormément, souvent en réaction à des sources de revenus instables et imprévisibles. Cela est notamment le cas des associations d'affaires, des organismes de droit, de défense d'intérêts ou de politiques, d'éducation et de recherche, des groupes religieux et des organismes B3.

L'absence de fonds de réserve rend les organismes vulnérables sur le plan financier. Depuis l'an dernier, plus d'organismes disent ne pas en avoir.

- « Sécurité financière; nous avons utilisé nos fonds de réserve et avons terminé la dernière année financière avec un déficit plutôt que de renvoyer du personnel - une décision délibérée. Si nous mettons à pied du personnel et travaillons selon nos capacités, nous aurons moins à offrir à nos clients et aux familles à un moment où les besoins augmentent et sont plus complexes. Nous avons besoin de plus d'aide pour l'administration et les infrastructures, mais personne ne veut financer ça. Le contexte de financement a changé pour le pire avec moins d'argent et plus de compétition pour les fonds limités disponibles pour des causes qui sont toutes valables. »
- « Des années de financement stagnant, des coûts à la hausse et des ententes de financement annuelles qui nous empêchent de transférer un certain montant à l'année financière suivante rendent toute planification à long terme impossible et appauvrissent les OSBL; incapable de garder du personnel, de se préparer à des urgences ou d'investir dans le développement des capacités pour accroître ou améliorer la prestation des services! »

# Espoir, dévouement et communauté, malgré tout

De nombreux organismes ont fourni des témoignages sur leur travail dans la communauté, l'aide fournie et les programmes offerts, souvent pour répondre à des besoins uniques ou pour combler des besoins à l'échelle locale. Lorsqu'un OSBL cesse ses activités, ou risque de le faire, la santé, le bien-être social et économique, et la vitalité des communautés ontariennes en sortent perdants.

- « Souvent, les OSBL constituent la seule ressource dans la communauté à offrir un soutien essentiel. Ils sont aux côtés des gens dans des moments de grande vulnérabilité et les aident à avancer. C'est eux qui insufflent de la joie et de la vie aux communautés. Nous sommes les seuls à offrir certains services dans notre milieu rural. Banque alimentaire enregistrée, site d'accueil pour les personnes sans-abri, services d'aide durant les fêtes, etc. »
- « Nous sommes le seul organisme pour les femmes autochtones dans la région à offrir des services aux femmes victimes de violence. »
- « Nous offrons des activités sportives de qualité pour tout le monde, quels que soient l'âge et le niveau d'habileté. Défense d'intérêts, éducation et ressources pour favoriser la multiplication d'activités sportives et de loisirs équitables en Ontario. »
- « Nos programmes permettent aux jeunes de se découvrir tout en créant des liens avec l'environnement extérieur et les personnes dans leurs communautés. »

Face à des circonstances difficiles, les OSBL maintiennent leur priorité, qui est la prestation de services, et se montrent ingénieux dans la création de solutions qui leur permettent d'étirer le peu de fonds dont ils disposent. Selon les données de 2024, parmi les organismes ayant tenté d'augmenter leurs revenus gagnés, 24 pour cent ont quelque peu réussi, 21 pour cent rapportent une augmentation des dons des particuliers et une part égale signale une hausse du financement reçu des fondations.

Les OSBL cherchent également à faire de leurs équipes une priorité. Ils sont plusieurs à unir leurs forces pour réclamer de meilleurs salaires, en plus de demander une hausse du financement de programmes. Depuis l'an dernier, plus d'organismes disent mettre en place des stratégies de recrutement et de rétention.

## PLACE AUX DONNÉES :

Plus forte augmentation dans la mise en œuvre de stratégies de recrutement et de rétention du personnel depuis deux ans :

- 15 pour cent plus d'organismes ont augmenté leurs salaires (55 pour cent)
- 8 pour cent plus d'organismes ont fourni un soutien en santé mentale (35 pour cent)
- 8 pour cent plus d'organismes ont offert des possibilités de télétravail (58 pour cent).

# Agir avant qu'il ne soit trop tard



Les OSBL rencontrent une pléthore de difficultés, et sans mesures concrètes pour les pallier, nos communautés perdront ce qui les fait vibrer. En l'absence d'un leadership gouvernemental, les OSBL ont essayé de combler les écarts par leurs propres moyens, p. ex. en colligeant des données fiables ou en offrant des services essentiels aux personnes qui en ont besoin.

---

Cette année, une part inquiétante de 39 pour cent des organismes répondants se considèrent comme étant à haut risque (évalué à 5 ou plus) de cesser leurs activités dans les trois prochaines années. Ils sont plus nombreux parmi les organismes francophones, ceux ayant un budget inférieur à 500 000 \$ et les organismes dans le nord de l'Ontario. Dans chacun des sous-secteurs des arts, de la culture, du patrimoine et du tourisme; du développement communautaire et du logement; et de l'environnement, la moitié des organismes se disent à risque de ne plus exister d'ici trois ans.

Plus alarmant encore et motivé par l'instabilité du financement, plus de deux tiers des organismes B3, 29 pour cent des organismes I4 et 43 pour cent des organismes 2ELGBTQIA+ se considèrent comme étant à risque de cesser d'exister dans les trois prochaines années. Si ce risque s'avère, cela aura des conséquences dévastatrices pour les communautés méritant d'équité servies et soutenues par ces OSBL.

Deux tiers des organismes répondants évaluent la santé des OSBL comme étant plutôt ou très mal en point partout en Ontario, tous sous-secteurs, régions et communautés méritant l'équité confondus.

Le financement a toujours été et demeure un grand défi pour le secteur. Nonobstant les solutions créatives pour recueillir des fonds et générer des revenus, les investissements externes représentent la seule voie pour répondre à la croissance constante de la demande tout en assurant l'abordabilité et l'accessibilité des programmes et services. La combinaison de fonds provenant de gouvernements, de dons de particuliers et d'entreprises, de fondations et de fonds communautaires, ainsi que d'événements spéciaux a bien fonctionné pendant plusieurs années, mais n'est plus efficace aujourd'hui.

Les dons versés par les particuliers et les entreprises peuvent être contraignants et soumis à l'instabilité en raison de facteurs et de tendances économiques et sociaux. Actuellement, le revenu disponible d'une grande partie de la population subit le stress de l'inflation et du coût du logement, tandis que les entreprises coupent dans leurs investissements communautaires.

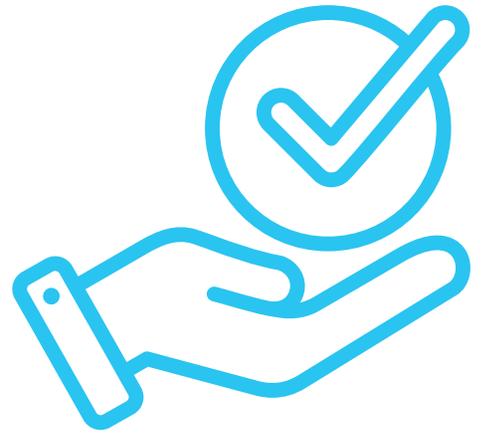
---

Beaucoup de fondations et de fonds communautaires comprennent les défis du secteur et enregistrent une hausse notable des demandes de financement, mais ne peuvent y répondre et considèrent que la situation ne relève pas de leur responsabilité.

**Alors, qui se portera à la défense de l'infrastructure sociale en Ontario? Nous appelons tous les Ontariens et Ontariennes à soutenir et à porter les demandes du secteur pour assurer sa pérennité.**



# Recommandations stratégiques pour le gouvernement



# 1

**Créer une entité responsable du secteur au sein du gouvernement pour une collaboration efficace avec les quelque 58 000 OSBL et organismes de bienfaisance de l'Ontario.** Créer un poste de ministre associé au ministère du Développement économique, de la Création d'emplois et du Commerce, épaulé par un poste de sous-ministre ou de sous-ministre adjoint dans un bureau qui représentera les OSBL, les organismes de bienfaisance et l'innovation sociale. Informez-vous davantage sur notre recommandation pour la création d'une [entité responsable du secteur au gouvernement](#).

# 2

**Préparer l'infrastructure sociale de l'Ontario à l'avenir.**

Tenir compte des enjeux de pérennité des OSBL bénéficiaires de fonds publics en augmentant graduellement le financement annuel de base afin qu'il reflète adéquatement le coût réel de la prestation de services et de programmes, l'inflation et les nouveaux besoins.



---

# Appels à l'action pour le secteur

1

**Développer des réseaux diversifiés.** Rassemblez-vous au-delà des sous-secteurs et régions pour échanger de l'information. Collaborez et entendez-vous sur des seuils minimums pour les salaires et coûts administratifs dans les ententes de financement et contrats, entre autres. Ralliez les travailleurs et travailleuses, les syndicats et les employeurs de toutes tailles du secteur pour communiquer clairement à la population ontarienne la situation alarmante du secteur et les conséquences qu'aura l'absence d'aide pour les OSBL.

2

**Participer à des efforts collectifs de représentation.** Amplifiez les recommandations pour le gouvernement présentées dans ce rapport dans vos propres travaux de politiques publiques et de défense des intérêts. Rédigez une lettre à votre député ou députée, ou organisez une rencontre pour discuter du rapport, des recommandations, et de leur pertinence pour les organismes dans votre région. Des initiatives stratégiques de plaidoyer, de sensibilisation et d'éducation peuvent s'articuler autour des soumissions prébudgétaires et des élections.

---

# Appels à l'action pour le secteur

## 3

**Faire connaître le modèle d'affaires des OSBL.** Expliquez aux communautés et au gouvernement la portée, la profondeur et la valeur du secteur, ainsi que sa capacité à fournir des services publics abordables et de qualité.

## 4

**Inviter la communauté locale à participer et à montrer son soutien.** Invitez les personnes qui utilisent vos programmes à soutenir le secteur des OSBL en encourageant la participation locale et l'éducation du public. Invitez-les à contacter les médias locaux pour témoigner de leur expérience. Renseignez les membres de la communauté sur les façons d'entrer en contact avec leur député ou députée pour lui faire part de leurs expériences avec le secteur ou votre organisme en particulier. Collaborez avec d'autres organismes pour organiser des événements d'information visant à faire connaître le travail des OSBL locaux et leur importance.

---

# Appels à l'action pour le grand public

1

**Impliquez-vous dans vos communautés.** Il existe tant d'OSBL dans les communautés partout dans la province. Prenez le temps de vous renseigner sur l'apport de ces organismes qui prennent soin des communautés et offrent des espaces de bien-être et de connexion, notamment des théâtres, galeries d'art, musées, ligues sportives, clubs de services, groupes religieux, services de garde, centres pour personnes âgées, coopératives d'habitation, refuges, banques alimentaires, groupes de soutien pour les victimes de violence fondée sur le genre, centres de santé communautaire et camps d'été. Tant d'OSBL aux mandats variés, et ils ont besoin de votre soutien!

2

**Soutenez les OSBL dans la défense de leurs intérêts.** Les OSBL communautaires sont administrés et soutenus par les membres de la communauté. Ce sont eux, leurs bénévoles et membres du conseil d'administration. Beaucoup de ces organismes sont entièrement gérés par des bénévoles. Ils ont besoin de leurs communautés pour les appuyer et pour réclamer un financement viable afin de maintenir leur travail indispensable.

3

**Participez aux processus démocratiques.** En participant aux élections, vous soutenez votre communauté et ses besoins uniques. Communiquez avec les OSBL dans votre communauté pour apprendre sur leurs priorités en vue d'une élection, puis tenez compte de leurs besoins dans votre processus décisionnel avant de voter.

---

# Remerciements

ONN remercie Environics Research pour la réalisation du sondage et la Fondation Definity ainsi que tous ceux et celles qui nous ont appuyés.

Nous tenons de plus à exprimer notre reconnaissance à toutes les personnes qui ont répondu à notre sondage et à nos partenaires qui l'ont diffusé et encouragé les organismes dans leurs réseaux à participer. C'est ce qui nous a permis de recueillir des données précieuses.

Ontario Nonprofit Network  
300 - 2 St Clair Ave E  
Toronto (Ontario) M4T 2T5  
<https://theonn.ca/>  
info@theonn.ca

